

L'observatoire

de l'économie de la zone d'emploi de Brest

#112

La lettre des observatoires de l'ADEUPa - avril 2011

DÉFINITION DE L'OBSERVATOIRE

Créé en 1984, l'observatoire de l'économie, anciennement « tableau de bord de l'économie brestoïse », joue un rôle de veille conjoncturelle à l'échelle de la zone d'emploi de Brest. Il présente une analyse des activités économiques des entreprises, de la consommation des ménages et du marché de l'emploi. Depuis 2006, il est complété par une enquête de conjoncture, réalisée en collaboration avec la CCI de Brest, auprès des entreprises.

L'ADEUPa collecte les informations auprès de différents partenaires; des échanges réguliers permettent par ailleurs d'enrichir les analyses. Ce numéro a été réalisé en collaboration avec Inforem, l'observatoire emploi-formation de Brest métropole océane, qui a effectué l'analyse du marché du travail.



Crédit photo : Guillaume Team

PARTENAIRES : PÔLE EMPLOI, BANQUE DE FRANCE, CHAMBRE D'AGRICULTURE DU FINISTÈRE, CRCI DE BRETAGNE, CCI DE BREST, CMA29, BMO, DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉQUIPEMENT DE BRETAGNE, DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, INSEE BRETAGNE, DIRECTION DES SERVICES FISCAUX, SOUS-PRÉFECTURE, TRÉSORERIE GÉNÉRALE, TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST, UBO, URSSAF DU FINISTÈRE

(ADEUPa)
B R E S T



Crédit photo : Michel Coquil

2^e semestre 2010 : timide amélioration

La situation économique se redresse peu à peu dans la zone d'emploi de Brest. Les principaux secteurs d'activité ont enregistré une croissance de leur chiffre d'affaires au 2nd semestre et un redémarrage de l'activité à l'export. Néanmoins, le climat demeure incertain et le renchérissement du prix des matières premières et de l'énergie ne fait qu'accentuer l'instabilité de l'environnement économique. En témoigne l'évolution mensuelle chaotique de l'emploi intérimaire : après un 1^{er} semestre 2010 caractérisé par un fort rebond du recours à l'intérim, la 2^e partie de l'année s'inscrit en nette baisse. En termes d'investissements dans l'immobilier d'entreprise, le marché des bureaux est toujours bien orienté ; les projets dans le secteur industriel repartent après une année très calme.

La situation d'incertitude et de visibilité à court terme peut expliquer l'évolution en

dents de scie du marché du travail. En 2010, le nombre de demandeurs d'emploi a globalement continué de croître, mais à un rythme plus modeste par rapport aux mois précédents. Le taux de chômage, qui s'élève à 8,4%, a décliné en fin d'année. Les femmes, les seniors et les chômeurs de longue durée demeurent particulièrement touchés par le chômage, alors que la situation des moins de 25 ans tend à s'améliorer pour la 1^{re} fois depuis 2 ans.

La consommation des ménages progresse par rapport à 2009, mais reste en-deça des niveaux d'avant-crise. La situation de la trésorerie des particuliers s'est particulièrement détériorée au cours du semestre. Au niveau des investissements immobiliers, la tendance à la baisse se poursuit, notamment sur le marché du logement collectif.

Éclaircie au 2^e semestre



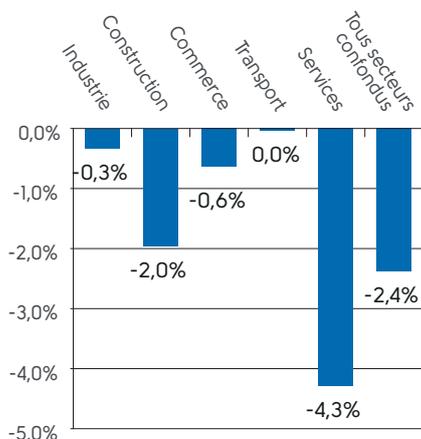
Crédit photo : Guillaume Team

Après deux années difficiles, le chiffre d'affaires des entreprises du Pays de Brest se redresse au 2nd semestre 2010 et l'ensemble des activités semble en profiter. Toutefois, en moyenne sur l'année, les ventes des entreprises reculent de 2,4%. Cette baisse affecte surtout les secteurs des services et de la construction.

La valeur des exportations poursuit la progression amorcée au 1^{er} semestre 2010. La croissance des débouchés profite notamment aux établissements industriels qui avaient été les premiers à subir les conséquences de la crise économique et qui semblent désormais bénéficier d'un raffermissement progressif de la demande.

Au sein de l'agglomération brestoïse, la masse salariale des entreprises employant plus de 9 salariés est en très légère augmentation au 2^e semestre 2010 (+0,6% par rapport à la même période en 2009).

Évolution du chiffre d'affaires des entreprises du pays de Brest entre 2009 et 2010



Source : Direction des services fiscaux - chiffre d'affaires hors taxes, en euros constants. Les renseignements concernent les entreprises qui déposent des déclarations CA3 selon le régime réel normal ; sont exclues celles qui dépendent de la Direction des Grandes Entreprises.

Rebond du trafic aérien à l'automne

Après avoir accusé un retrait du trafic passagers au cours de la 1^{re} moitié de l'année, l'aéroport Brest Bretagne enregistre un redressement de la fréquentation, notamment au cours du 4^e trimestre. Avec 919 404 passagers en 2010, le trafic progresse de 3,1% ; cette orientation favorable contraste avec les tendances observées dans les autres aéroports bretons.

Le nombre de passagers sur lignes régulières au cours du 2nd semestre est en hausse de 10,8% par rapport à la même période en 2009. Le semestre aura notamment été marqué par l'ouverture par EasyJet des lignes vers Paris et Lyon. Sur l'ensemble de l'année, le trafic sur lignes régulières a progressé de 3,9%.

En revanche, la hausse de trafic de 3,6% enregistrée au 2nd semestre sur les vols vacances (10% du trafic global de l'aéroport) n'aura pas permis d'inverser la tendance baissière enregistrée pour l'ensemble de l'année (-1,4%).

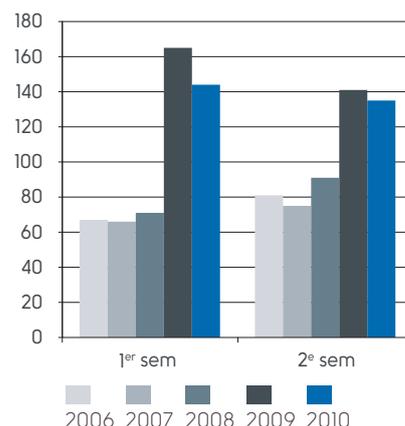
Des créations d'entreprises toujours en baisse

Le nombre d'entreprises créées, hors auto-entrepreneurs, est en repli (-13% par rapport au 2^e semestre 2009). Sur l'année, ce sont près de 120 créations en moins par rapport à 2009. L'essentiel de cette baisse s'explique par l'érosion de la création d'entreprises dans le secteur du commerce de détail. Dans le domaine de la construction, le nombre de créations est stable, mais il est loin des niveaux atteints avant la crise.

Davantage de salariés concernés par les dépôts de bilan

Le nombre de redressements et liquidations judiciaires diminue légèrement par rapport au 2^e semestre 2009 (-4%). Le volume de défaillances d'entreprises reste toutefois bien plus élevé qu'avant la crise économique. Par ailleurs, le nombre de salariés concernés par les dépôts de bilan a progressé. Quelques employeurs importants ont en effet fait l'objet d'un redressement judiciaire (Laot Habitat - 173 salariés, Le Got industrie - 163 salariés, Breizadic - 42 salariés...) ou d'une liquidation (Colesco - 117 salariés, Kériel Construction - 10 salariés, Philippe Loaec construction, 11 salariés...).

Nombre de redressements et liquidations judiciaires



Source : Greffe du Tribunal de Commerce de Brest



Crédit photo : Dominique Leroux

Analyse sectorielle

Industrie

Les chefs d'entreprise bretons interrogés par la Banque de France témoignent d'un raffermissement de l'activité industrielle en 2010 qui se traduit par une hausse du chiffre d'affaires, un redémarrage de l'activité à l'exportation et un redressement significatif des investissements. Dans la zone d'emploi de Brest, une amélioration du climat des affaires avait été constatée au cours du 1^{er} semestre ; elle se confirme et s'accroît par la suite (rebond des ventes y compris à l'export et relance des investissements).

Réparation navale civile

Dans un contexte de concurrence internationale accrue, le nombre de navires en réparation navale à Brest a progressé de 5% sur un an, notamment du fait de la remise en service de la forme de radoub n°1. Si le taux d'occupation des quais de réparation baisse de 13,3% sur l'année, celui des formes de radoub progresse de 22%. Le nombre d'heures de grues est en hausse de 14,8%.

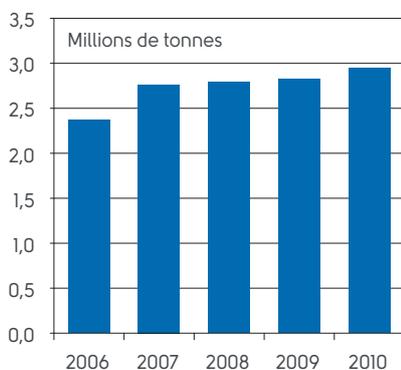
Activités portuaires

En réalisant 1,6 million de tonnes de trafic sur le 2nd semestre (+14%), le port de commerce approche les 3 millions de tonnes sur l'ensemble de l'année (+5%). Ce résultat, à nouveau historique, a été rendu possible notamment par la conjoncture favorable pour les vracs solides non agroalimentaires : il s'agit pour l'essentiel de ciment et ferrailles et d'arrivées de ballasts.

Après un début d'année difficile, le 2nd semestre a également permis un rattrapage sur les importations de produits raffinés : +12% sur le semestre, +4% pour l'ensemble de l'année. Par contre, les vracs solides pour l'alimentation du bétail baissent (-13% en 2010).

Enfin, le trafic des conteneurs est orienté à la hausse au 2nd semestre (+41%) ; globalement, en 2010, ce trafic dépasse pour la 1^{re} fois les 40 000 EVP (équivalent vingt pieds), soit une hausse de 28%. L'arrivée en juin d'un nouvel opérateur de transports conteneurisés (Samskip) a contribué à ces bons résultats.

Trafic du port de commerce de Brest



Source : CCI de Brest

Bâtiment et travaux publics

Selon la Banque de France, le repli du chiffre d'affaires de 3,7% en 2010 traduit une érosion de l'activité dans le secteur de la construction en Bretagne. L'orientation à la baisse des prix des devis a perduré et explique en partie une contraction des marges d'exploitation. Les effectifs se sont à nouveau effrités (-0,9%). Dans la zone d'emploi de Brest, la situation ne semble guère plus favorable sur l'année ; quelques indicateurs laissent toutefois imaginer un léger redressement au 2nd semestre. Le chiffre d'affaires a légèrement progressé par rapport au 2nd semestre 2009, de même que le recours à l'intérim.

Tourisme

La fréquentation touristique de l'année 2010 avoisine celle de l'an passé. Après un bon niveau d'activité au printemps, la saison a démarré tardivement en juillet. Les mois d'août et de septembre ont en revanche été satisfaisants. Comme au niveau régional, un retour des clientèles étrangères a été remarqué.

L'activité du tourisme d'affaires s'est maintenue à un bon niveau. Le nombre de congrès, organisés prioritairement par les acteurs de la recherche, est stable par rapport à l'année précédente. Les professionnels de l'hôtellerie ont enregistré une progression de 2% des nuitées réalisées par la clientèle d'affaires au 2^e semestre 2010 par rapport à la même période en 2009, et de près de 3% en moyenne annuelle.

Emploi intérimaire : fléchissement au 2nd semestre

Selon Pôle emploi, près de 3 800 intérimaires sont enregistrés fin décembre dans le Pays de Brest. En un an, leur nombre est relativement stable, mais l'évolution est contrastée au cours de l'année. Le 1^{er} semestre 2010 est marqué par un rebond manifeste du recours à l'intérim alors que la 2nde période se caractérise par un fléchissement. Ces variations émanent principalement du secteur industriel qui représente plus de 40% de l'emploi intérimaire.

Évolution mensuelle de l'emploi intérimaire (CVS*)



* CVS : Correction des Variations Saisonnières
Source : Pôle emploi, données provisoires

CONJONCTURE MONDIALE ET NATIONALE

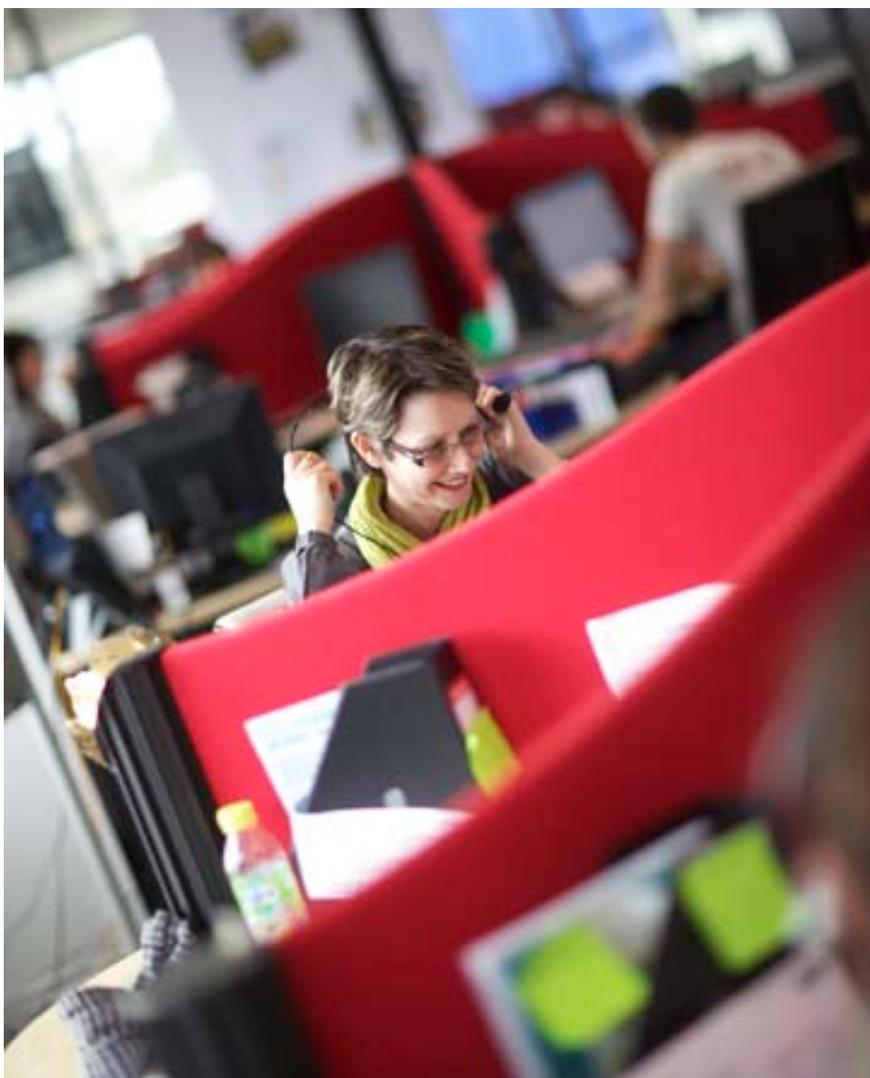
En Europe, l'activité est favorablement orientée fin 2010, malgré des disparités importantes au sein de la zone euro. Début 2011, l'INSEE prévoit un ralentissement de la croissance, sous l'effet du recul des débouchés à l'exportation et de la mise en œuvre des mesures de redressement des finances publiques dans plusieurs pays. Les incertitudes restent importantes (hausse du prix de l'énergie, des matières premières, tensions dans le monde arabe, catastrophe nippone...). L'économie française se maintiendrait sur la tendance modérée observée depuis la sortie de récession et le marché du travail devrait poursuivre sa lente amélioration.

Bonne tenue du tertiaire

Le volume de surfaces autorisées en locaux d'activités progresse ce semestre (+6% par rapport au 2^e semestre 2009). Les investissements dans le secteur industriel rebondissent, après deux semestres consécutifs relativement calmes.

Pour autant, sur l'ensemble de l'année, les investissements des entreprises et des collectivités dans l'immobilier reculent de 20%.

Cette baisse est particulièrement marquée dans les secteurs de l'industrie et des services publics. À l'inverse, le marché de l'immobilier de bureaux continue à progresser, avec plusieurs programmes autorisés dans l'agglomération brestoise (zone d'activités de Prat Pip à Guipavas, extension du siège du groupe Crédit Mutuel Arkéa...).



Crédit photo : Frak Beiermin

ÉCONOMIE BRETONNE

Vers une poursuite du redressement

La conjoncture agricole du 2^e semestre 2010 est mitigée*. La situation s'améliore pour le secteur laitier. En revanche, la filière porcine souffre, avec une baisse du prix et une hausse du coût des aliments du bétail. De fortes tensions pèsent également sur la filière viande bovine.

D'après la Banque de France, l'économie bretonne a peu à peu retrouvé le chemin de la croissance en 2010. Selon les chefs d'entreprise, la tendance devrait se poursuivre et amplifier son redressement, même si des incertitudes demeurent (prix des matières premières, de l'énergie...).

Le niveau d'emploi en Bretagne, en progression pendant 3 trimestres consécutifs, s'inscrit en baisse au 3^e trimestre 2010. La reprise de l'emploi dans le secteur tertiaire et les signes positifs constatés dans la construction ne se sont pas répétés.

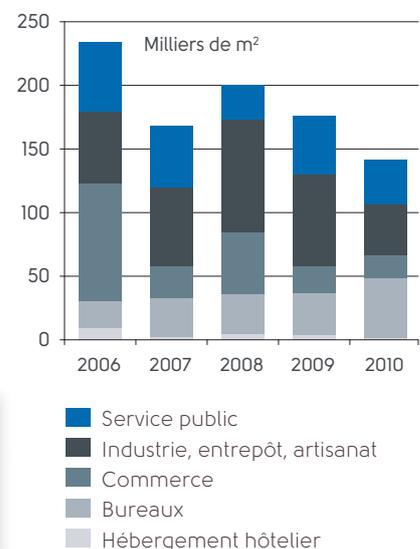
* selon la DRAAF : Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

Principales opérations autorisées au 2nd semestre 2010

Demandeur	Lieu des travaux	Nature de la demande	Shon créée
Maisons Nature et Bois	Menez Bras - Lannilis	Industrie / bureaux	5 349 m ²
SCI Kergral	Zone de Saint-Éloi - Plouédern	Extension industrielle	4 657 m ²
SCI Grand ouest	143 rue Amiral Romain Desfossés Goueshou	Commerce / entrepôt	4 311 m ²
SCI de Saint-Thudon	ZAC de Saint-Thudon - Guipavas	Bureaux / entrepôt	3 806 m ²

Source : DREAL - Sit@del2

Surface des locaux autorisés



Source : DREAL

Progression modérée au 2nd semestre 2010

Fin décembre 2010, la zone d'emploi de Brest comptait 15 195 demandeurs d'emploi de catégorie A. Le nombre d'inscrits continue de croître, certes, mais par rapport aux mois précédents, cette progression tend à ralentir : +2% en un an contre +17% entre fin 2008 et fin 2009.

Par ailleurs, le rythme de progression annuelle de la demande d'emploi de catégorie A en 2010 est similaire à celui observé en Bretagne (+2%) et est même légèrement inférieur à celui enregistré en France (+3%). Cette hausse n'est toutefois pas continue et varie selon les territoires.

Dans la zone d'emploi de Brest, l'évolution de la courbe est irrégulière : le nombre d'inscrits en catégorie A progresse de juillet à septembre, se replie fortement en octobre, augmente en novembre pour, à nouveau, décroître en décembre. Cette évolution en dents de scie est le corolaire de l'instabilité du marché du travail, marqué par l'incertitude et une visibilité de l'activité à court terme.

23 744 demandeurs d'emploi sont inscrits dans les catégories A, B et C fin 2010. En un an, leur nombre progresse de 4% (comme en Bretagne) et de 5% en France. Malgré un léger recul en octobre, cette hausse a été quasi continue sur le 2nd semestre, tant au niveau local que régional ou national.

Le taux de chômage recule

Bien qu'il ait diminué au 2nd semestre 2010, le taux de chômage reste élevé sur le territoire. Ainsi, il faut remonter au début de l'année 2000 pour retrouver un niveau aussi haut.

Au 4^e trimestre 2010, le taux de chômage de la zone d'emploi de Brest s'élève à 8,4% de la population active. Après un fort recul début 2010, le taux de chômage s'est stabilisé au 3^e trimestre avant de descendre à nouveau en fin d'année (-0,3 point). En France et en Bretagne, le taux de chômage s'élève respectivement à 9,2% et 7,7%.

Le chômage grimpe toujours chez les femmes, les seniors et les chômeurs de longue durée

Le chômage des jeunes dans la zone d'emploi de Brest est équivalent aux moyennes régionale et nationale et concerne 18 % des demandeurs d'emploi de catégorie A.

Evolution du nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A (indice 100 en janvier 2006) en données CVS*



* CVS : Correction des Variations Saisonnières

Source : Direccte Unité Territoriale du Finistère - Traitement ADEUPa

Pour la 1^{re} fois depuis deux ans, le nombre de jeunes chômeurs recule : -5% en un an. La situation des moins de 25 ans sur le marché du travail tend à s'améliorer, en partie due à la reprise de l'activité intérimaire.

Pour autant, ces résultats encourageants sont à nuancer, dans la mesure où ce public est plus frappé par le chômage que les autres classes d'âge.

Les publics touchés dans un 2nd temps par la crise continuent à subir le ralentissement économique. Il s'agit notamment des femmes, des seniors et des chômeurs de longue durée.

Le chômage féminin s'accroît sur le territoire : il concerne 49% des demandeurs d'emploi de catégorie A contre 46% un an plus tôt. À l'inverse, la demande d'emploi des hommes régresse pour la première fois

depuis le début de la crise économique : -3% en un an contre +7% pour les femmes. Cette tendance s'observe également en Bretagne et en France.

La forte reprise du chômage féminin peut s'expliquer par une diffusion de la crise économique aux activités tertiaires et par la reprise de l'activité intérimaire, qui a surtout profité aux hommes.

Avec une croissance à deux chiffres, le nombre de 50 ans et plus a progressé de 18% en un an (+19% en Bretagne, +16% en métropole). Désormais, ils représentent 18% des demandeurs d'emploi de catégorie A (comme en France, 19% en région). Le chômage chez les seniors s'aggrave et il ne devrait pas s'améliorer dans les prochains mois.

La situation est également problématique pour les chômeurs de longue durée. Avec

La structure de la demande d'emploi fin décembre 2010 (données brutes)

	Zone d'emploi de Brest		Bretagne		France	
	Part en % Cat. A	Évolution sur un an	Part en % Cat. A	Évolution sur un an	Part en % Cat. A	Évolution sur un an
Jeunes	18,3 %	-4,8 %	18,1 %	-5,2 %	18,1 %	-5,0 %
Femmes	48,7 %	+6,8 %	47,4 %	+4,4 %	47,2 %	+4,7 %
Seniors	18,3 %	+17,8 %	18,6 %	+18,7 %	18,0 %	+15,8 %
Chômeurs de longue durée	33,3 %	+19,9 %	30,5 %	+19,6 %	NC*	NC

* NC : Non Connue - Source : Direccte Unité Territoriale du Finistère

1- Catégorie A : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Principal indicateur mensuel du chômage, il correspond aux personnes n'ayant pas du tout travaillé et recherchant un emploi quel qu'il soit.

2- Catégorie B : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (c'est-à-dire de 78 heures ou moins au cours du mois).

3- Catégorie C : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (c'est-à-dire de plus de 78 heures au cours du mois).

une progression annuelle de 20% (comme en région), leur nombre ne cesse de croître. Désormais, un tiers des inscrits de catégorie A recherche un emploi depuis plus d'un an, soit deux points de plus qu'en Bretagne. Particulièrement prégnant sur le territoire, le chômage de longue durée pourrait encore se dégrader en 2011.

EMBAUCHES

Une légère progression

91 485 embauches ont été réalisées au 2nd semestre 2010 sur le Pays de Brest. C'est légèrement plus que la même période l'année dernière (+2%, soit +1 324). Cette performance, relativement modeste, est d'autant plus surprenante que début 2010 avait été très prometteur. La fin d'année a été particulièrement morose, marquée par une chute des embauches en octobre et décembre.

Comme les semestres précédents, les principaux secteurs recruteurs restent les activités de services administratifs et de soutien (elles concentrent 41% des embauches), de santé humaine et action sociale (13%), du commerce (9% ; y compris la réparation automobile), de l'hôtellerie-restauration (8%).

Un nombre d'offres collectées stable mais un bond des offres occasionnelles

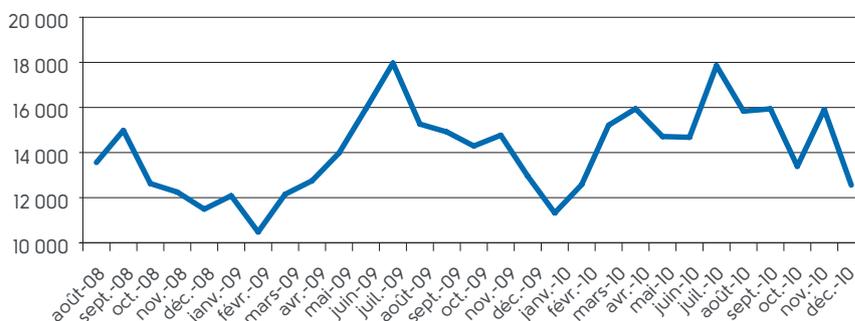
Après un 1^{er} semestre 2010 exceptionnel, le nombre d'offres collectées par Pôle emploi chute vertigineusement au 2nd semestre : -16% alors que le niveau d'offres enregistrées se maintient en Bretagne et en France (+1%).

Sur l'ensemble de l'année, le nombre d'offres collectées reste stable sur la zone d'emploi (-0,3%). Pour autant, la progression est nette ailleurs (+6% en région et en métropole). Cette contre-performance s'explique par un retrait du nombre d'offres collectées au 4^e trimestre.

À l'image des mois précédents, les offres collectées par Pôle emploi demeurent majoritairement temporaires (1 à 6 mois ; 43% des offres collectées). 39% sont durables (>6 mois) et 18% sont occasionnelles (<1 mois).

En un an, les offres durables sont restées stables tant en France, qu'en région ou sur

Évolution du nombre de déclarations préalables à l'embauche dans le Pays de Brest - Août 2008 à décembre 2010



Source : Pôle emploi - Traitement INFOREM

le territoire. Mais le nombre d'offres temporaires a chuté localement (-6%) alors qu'en région et en métropole, il a progressé. Ce recul observé sur la zone d'emploi de Brest a profité aux offres occasionnelles qui ont bondi de 20% en un an (+22% en Bretagne, +8% en France).

Dans un contexte d'incertitude et de moindre visibilité de l'activité, les offres de courte durée sont donc privilégiées par les recruteurs.

39% des entrées dans la demande d'emploi proviennent des fins de mission et de CDD

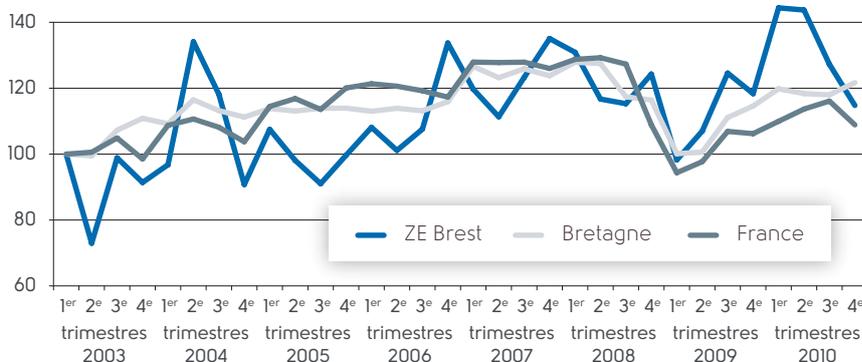
Le nombre d'entrées dans la demande d'emploi recule ce semestre (-5% par rapport à la même période en 2009), ce qui constitue un signe encourageant. Quasiment tous les motifs d'inscription affichent un repli. Il s'agit notamment des fins de contrats et de

mission, des premières entrées et des licenciements.

Les fins de mission et les fins de CDD (Contrats à Durée Déterminée) restent les principaux motifs d'entrées dans la demande d'emploi : elles concentrent 39% des inscriptions ce semestre. Suivent les motifs « autres » (35% des entrées), les premières entrées (8%), les reprises d'activité (7%), les autres licenciements (6%), les démissions (3%) et les licenciements économiques (1%).

Concernant les sorties de la demande d'emploi, elles affichent une légère progression par rapport au 2nd semestre 2009. Leur nombre augmente ainsi pour les motifs de radiations administratives, les arrêts maladie, les entrées en stage et les arrêts de recherche. En revanche, le nombre de sorties de la demande d'emploi s'inscrit à la baisse pour les reprises d'emploi. Ces dernières représentent désormais 23% des sorties de la demande d'emploi, contre 46% pour les absences au contrôle.

Évolution des offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi (indice 100 en janvier 2003) en données CVS*



* CVS : Correction des Variations Saisonnières - Source : Pôle emploi - Traitement ADEUPA

4- Selon l'INSEE, les activités de services administratifs et de soutien comprennent diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises. Ex : sécurité, nettoyage, aménagement paysager, activités de location, activités liées à l'emploi (agences de travail temporaire...), activités des agences de voyage, centres d'appels...

5- Selon l'INSEE, les autres activités de service comprennent diverses activités de services personnels non classées ailleurs (coiffure, soins esthétiques, activité funéraire, blanchisserie...), les activités des organisations associatives (syndicats, organisations professionnelles et consulaires...), la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques.

Les ménages

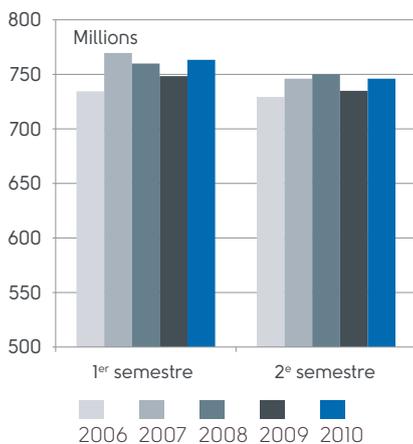
Légère reprise de la consommation

Le niveau de consommation des ménages du Pays de Brest augmente au second semestre 2010 par rapport à la même période un an plus tôt. Ce bon résultat reste à nuancer car comparée à 2008 et aux niveaux d'avant-crise, la tendance s'inscrit en baisse.



Credit photo : Guillaume Team

Chiffre d'affaires dans le commerce de détail



Source : Direction des services fiscaux

La situation de la trésorerie des ménages s'est fortement détériorée au cours du semestre. Un certain rebond semble s'opérer en toute fin d'année mais s'avère insuffisant pour contrecarrer la tendance des derniers mois. La baisse des crédits revolving fait écho à cette mauvaise situation financière. Contrairement aux premiers mois de la crise économique, le recours aux crédits ne permet pas de maintenir un niveau de consommation.

Une situation financière assez satisfaisante

La phase de récession économique s'est accompagnée d'une reprise de la progression de l'épargne logement. Elle s'explique par le moindre attrait de produits boursiers, désormais beaucoup moins performants. Cette tendance reste également très porteuse en ce qui concerne l'attrait des ménages pour les placements immobiliers.

Le nombre de permis de construire demeure peu élevé ce semestre confirmant l'orientation observée depuis plus de 2 ans. C'est particulièrement vérifié pour le logement collectif qui se maintient à un niveau relativement faible au regard des surfaces autorisées dans les années 2006-2007. Depuis mai 2009, seuls les projets sur Brest métropole océane sont éligibles au dispositif Scellier

et même si le rythme de commercialisation est élevé sur la période, il s'agit quasi exclusivement de permis autorisés il y a déjà plusieurs mois.

À l'inverse, l'individuel pur paraît repartir après une phase de fort ralentissement en 2008 et 2009. L'individuel groupé, qui ne correspond qu'à un nombre restreint de permis, semble évoluer d'une façon similaire. La principale explication à cette tendance réside dans le faible niveau des taux d'intérêt ainsi que des coûts de la construction. Une telle situation ne devrait pas perdurer en 2011 et pourrait laisser augurer d'une moindre activité sur ce marché. Autre élément d'explication, le crédit d'impôt accordé au titre des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale est supprimé pour les offres de prêt émises à compter du 1^{er} janvier 2011.

Le 2^e semestre 2010 est marqué en France par la poursuite du phénomène d'augmentation du pouvoir d'achat mais à un rythme inférieur à celui de 2009. Le rebond des prix à la consommation, conjugué à une progression du revenu disponible, explique cette évolution. Les niveaux de consommation ont, selon l'INSEE, rebondi au 3^e trimestre avant une phase d'évolution plus chaotique en fin d'année (selon la Banque de France). Ce sont essentiellement les produits alimentaires qui ont pâti de cette mauvaise conjoncture en décembre.

Sur un plan financier, les revenus d'activité progressent tout comme les prestations sociales et les prélèvements obligatoires. L'investissement des ménages (principalement des achats de logements neufs) continue d'augmenter.

Nombre de permis de construire autorisés



Source : DREAL - Sit@del 2

Carte des découpages territoriaux sur la zone d'emploi de Brest



Zone d'emploi de Brest

Estimation d'emplois
au 31 décembre 2007 :

153 878 emplois
dont

141 962 emplois salariés

source : INSEE

Nombre de demandeurs d'emploi
au 31 décembre 2010

15 195 en catégorie A

3 701 en catégorie B

4 848 en catégorie C

Source : Direccte
Unité Territoriale du Finistère

Taux de chômage
au 4^e trimestre 2010

8,4 %

Source : INSEE

Dates du semestre

- Juillet**
- Filiale d'Even, le groupe de produits surgelés **Argel** crée un centre d'appels à Brest et va recruter 60 salariés.
 - IDTGV**, filiale low cost de la SNCF, étend son réseau sur la Bretagne, notamment au départ de Brest.
 - La société **Védici** rachète les cliniques de Kéraudren et du Grand Large à Brest et celle de Saint-Luc à Landerneau, pour un montant de 15 M€.
- Septembre**
- La compagnie aérienne **Chalair** ouvre une liaison entre Brest et Lille.
 - L'autorité de la concurrence donne son accord à la fusion des sociétés coopératives Cam 56, Coopagri Bretagne et Eolys dans le nouvel ensemble **Triskalia**. La nouvelle entreprise, dont le siège social est à Landerneau, regroupe 6 000 salariés, pour un chiffre d'affaires de 2,2 milliards d'euros.
 - La boulangerie industrielle **Les Trois Abers** à Saint-Renan investit 1 M€ et annonce l'embauche de 15 salariés au cours des 3 années à venir.
 - Le site brestois de **Socopa Viandes** ferme ; les 36 salariés seront licenciés.
 - La menuiserie **Le Got Industrie** (Le Drennec) est placée en redressement judiciaire. 38 licenciements sont annoncés en novembre.
- Octobre**
- Le chantier de refonte des trois premiers **sous-marins nucléaires lanceurs d'engins** du type Le Triomphant est lancé. Ces travaux de grande ampleur, dont le coût est évalué à 2,5 milliards d'euros, sont réalisés par la DCNS à Brest.
 - Le groupe brestois **Océania hôtels** crée 2 établissements près de l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle.
- Novembre**
- La société **Laot Habitat**, située à Guipavas et placée en redressement judiciaire en septembre, est reprise par Ternois fermetures, une entreprise familiale localisée près de Lille. Les 140 salariés sont repris.
 - L'entreprise **Breizadic** (Plouzané, 42 salariés), spécialisée dans la sous-traitance électronique est placée en redressement judiciaire.
 - La Scop **Colesco**, entreprise générale de bâtiment à Ploudaniel, fait l'objet d'une liquidation judiciaire. Elle employait 117 salariés avant le placement en redressement judiciaire prononcé en mai.
 - Pichon industries** (Guipavas) construit une usine en Pologne ; l'investissement est de 3,3 M€.

(ADEUPa
BREST

L'OBSERVATOIRE DE
L'ÉCONOMIE DE LA ZONE
D'EMPLOI DE BREST

Directrice de la publication :

Claire Guihéneuf

Réalisation :

François Rivoal, Nadine Le Hir,
Céline Dagorn (Bmo - Inforem)

Traitements statistiques :

Arnaud Jaouen

Maquette et mise en page :

Dynamo+ Brest avec le concours
d'Hippocampe

Contact : ADEUPa – 24 rue

de Coat ar Gueven 29200 Brest

Tél : 02 98 98 33 51 71

Courriel : adeupa-de-brest

@adeupa-brest.fr

Site web : www.adeupa-brest.fr

Tirage : 500 exemplaires

Dépôt légal : 2^e trimestre 2011

ISSN : 1623-6084

Réf. : 11/75